

Appel à candidatures N° S24/2016
Responsable de programme
Direction générale des droits de l'Homme et de l'Etat de droit (DGI)

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Service de la société de l'information
Date de clôture: lundi 31 octobre 2016
Lieu : Strasbourg
Durée minimum de la mise à disposition: 1 an
Date de Début: Dès que possible

Conditions

Le/la fonctionnaire mis/e à disposition doit occuper un emploi ou être rémunéré/e par l'Etat membre par lequel il/elle a été mis/e à disposition tout au long de la période de mise à disposition et ne perçoit aucun salaire ni couverture médicale et sociale du Conseil de l'Europe.

Le/la fonctionnaire mis/e à disposition ne percevra pas d'indemnité de dépaysement ni de prise en charge des frais de voyage par l'Organisation indiqués à l'Article 23 de la [Résolution Res\(2012\)2 du Comité des Ministres](#)

Mission

Sous l'autorité du Chef de service de la société de l'information, le/la fonctionnaire mis/e à disposition est chargé/e de questions relatives à la société de l'information et à la gouvernance de l'internet, d'effectuer des recherches, de rédiger et de fournir toute autre forme d'appui aux activités intersecrétariat, aux activités intergouvernementales et aux activités de coopération au sein du Conseil de l'Europe, notamment la coopération avec d'autres organisations internationales et organisations non gouvernementales.

Activités essentielles

Le/la fonctionnaire mis/e à disposition assure principalement les fonctions suivantes :

- travaille avec le coordonnateur de la gouvernance de l'internet afin de contribuer aux diverses tâches ayant trait à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évolution de la Stratégie de gouvernance de l'internet 2016-2019 ; il est notamment responsable de la mise en place d'une Plateforme réunissant les gouvernements et les grandes entreprises actives sur l'internet pour promouvoir le respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit en ligne ;
- offre une assistance secrétariale, dont la coordination transversale pour la contribution du Conseil de l'Europe au Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG), au Forum sur la gouvernance internet (FGI) et à l'Internet Corporation internet for assigned names and numbers (ICANN). Ceci englobe la promotion et le soutien des FGI nationaux, ainsi que la gestion et la coordination des contributions et de la participation du Conseil de l'Europe à EuroDIG et aux manifestations des FGI;
- apporte son appui à la Task Force du Conseil de l'Europe sur la société de l'information et la gouvernance de l'internet, ce qui consiste à :
 - o veiller à ce que la société de l'information et la gouvernance de l'internet fassent partie intégrante des politiques de tous les secteurs pertinents du Conseil de l'Europe et coordonner toutes les actions en prenant et soutenant les initiatives

destinées à faire connaître les résultats cohérents et pertinents ;

o assurer une communication régulière entre les secteurs du Conseil de l'Europe ; faciliter les contacts ; organiser des réunions périodiques et animer des discussions, aider à définir les priorités, identifier les questions essentielles et les réponses ciblées, proposer une vision et faciliter l'action et l'obtention de résultats tangibles.

- suit de près les manifestations et évolutions, ainsi que les initiatives et processus législatifs en ce qui concerne l'éventail des questions liées à la gouvernance de l'internet, notamment la liberté d'expression, le respect du droit à la vie privée, la participation et la protection des enfants, la lutte contre la criminalité sur internet et la protection des données,

- participe aux conférences, séminaires selon que de besoin (avec éventuellement des déplacements officiels).

Veuillez noter que le/la fonctionnaire mis(e) à disposition pourra être amené(e) à s'acquitter d'autres tâches qui ne sont pas mentionnées dans l'appel à candidatures.

Critères d'éligibilité

Qualifications :

Qualification de l'enseignement supérieur sanctionné par un diplôme au minimum équivalent au master (2e cycle du Cadre des qualifications dans l'espace européen d'enseignement supérieur défini par le Processus de Bologne).~

Expérience :

› Au moins 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine des relations internationales, du droit international et des normes de droits de l'homme ; une expérience de l'évaluation ou du contrôle des droits de l'homme ; une bonne connaissance de la coopération multilatérale dans différents contextes.

Exigences linguistiques :

› Très bonne connaissance de l'une des langues officielles (anglais ou français) et bonne connaissance de l'autre.

Nationalité :

› Nationalité de l'un des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe.

Valeurs fondamentales du personnel

Les agents du Conseil de l'Europe adhèrent aux valeurs suivantes : Professionnalisme, Intégrité, Respect.

Compétences

Indispensables :

› Expertise professionnelle et technique :

- Bonnes connaissances et compréhension des organes et institutions, des conventions, des normes et des méthodes de travail du Conseil de l'Europe

› Connaissance fine de l'Organisation et du contexte

› Souci de la qualité

› Analyse et résolution des problèmes

› Créativité et innovation

› Capacités rédactionnelles

› Capacité à travailler en équipe et à coopérer

Souhaitables :

› Communication

› Planification et organisation du travail

› Adaptabilité